

Balados pour CPA : Voir demain

Saison 3, épisode 4 : Les CPA, des alliés tout indiqués dans la production de rapports sur la durabilité

Neil Morrison : Bienvenue aux *Balados pour CPA : Voir demain*. Ici Neil Morrison.

La durabilité peut vite devenir un sujet de discussion politique, voire philosophique. C'est ce que nous avons pu voir lors de notre dernier balado. Pour Guy Cormier, président et chef de la direction du Mouvement Desjardins, il est temps de repenser le capitalisme. Plus précisément, il fait valoir que le système financier délaisse le capitalisme actionnarial au profit du capitalisme des parties prenantes, ce qui est, toujours selon lui, une bonne chose. Vous pensez peut-être qu'il y a là matière à débat, mais est-ce un débat qui concerne vraiment les CPA?

De l'avis d'Armand Capisciolto, associé national, Normes comptables, à BDO Canada et président par intérim du Conseil des normes comptables, la réponse est non. Je lui ai demandé ce qu'il pensait des propos de Guy Cormier sur la montée du capitalisme des parties prenantes.

Armand Capisciolto : C'est intéressant, et ça rejoint l'opinion partagée par d'autres selon laquelle il y a un décalage entre ce que veulent les actionnaires et ce que veulent les autres parties prenantes. Pour ma part, je ne vois pas forcément de décalage, car les autres parties prenantes ont un impact sur les entreprises. Si une entreprise ne mène pas ses activités d'une façon qui soit respectueuse de l'environnement, les consommateurs le verront, et ils décideront peut-être d'aller voir ailleurs. Et s'ils choisissent de ne pas acheter le produit de cette entreprise, j'estime qu'il y a un effet sur les actionnaires.

Prenons la sécheresse. Nous avons toujours considéré la sécheresse comme une crise alimentaire, et c'est le cas. Mais ce phénomène touche aussi la production d'hydroélectricité, qui se répercute ensuite sur les activités menées par une entreprise. Sans électricité, elle ne peut rien produire. Ce problème d'abord d'ordre climatique en devient donc un aussi du point de vue de la performance de l'entreprise. Parce que si cette entreprise ne peut pas fabriquer un produit par manque d'électricité, elle ne sera pas rentable.

Mais la question doit ratisser beaucoup plus large. Il faut que toutes les entreprises qui dépendent de chaînes d'approvisionnement mondiales se préoccupent des enjeux climatiques partout sur la planète, car leurs chaînes d'approvisionnement peuvent être touchées. Une sécheresse en Chine pourrait nuire à la fabrication d'une composante clé d'une entreprise. Sans cette composante clé,

l'entreprise ne peut pas accumuler de stocks. Et si elle ne peut pas accumuler de stocks, elle ne pourra pas générer de revenus. Je pense que si nous commençons à penser à ces choses, nous verrons que nous soucier de la planète et des changements climatiques, c'est aussi nous soucier de l'entreprise, puisque nous évoluons dans une société très intégrée. Rien n'est en vase clos. Nous devons donc réfléchir à l'incidence, même indirecte, que peuvent avoir les problèmes climatiques, les enjeux sociaux ou n'importe quelle autre question, car presque toutes les entreprises sont touchées.

Neil Morrison : Si on vous avait dit, il y a quatre ans, que vous nous parleriez aujourd'hui de durabilité et d'empreinte carbone, y auriez-vous cru?

Armand Capisciolto : Probablement pas.

Neil Morrison : Sur quoi travailliez-vous il y a cinq ans?

Armand Capisciolto : Il y a cinq ans, je faisais la même chose que je fais maintenant. Je me décrirais comme un comptable technique. Je traite de questions comptables complexes et l'interprétation des normes comptables, dont les IFRS, m'occupe passablement. Je faisais donc mon travail, c'est-à-dire réfléchir à la comptabilité et à l'information financière. Je ne faisais pas abstraction des enjeux climatiques et sociaux et de tout ce qui touche à la durabilité ou aux facteurs ESG, bien évidemment, mais je n'avais pas conscience de leur incidence sur mon travail au quotidien.

Comme je le disais, mon travail à BDO consistait à interpréter les IFRS, et je faisais partie du Conseil des normes comptables, qui traite aussi des questions relatives à ces normes. Un jour, l'IFRS Foundation a annoncé sa volonté de créer des normes d'information sur la durabilité et de former un conseil des normes internationales d'information sur la durabilité. Comme il était question des IFRS, on m'a demandé de me pencher sur le sujet. Au début, je me questionnais sur la pertinence de tout ça sur mon travail au jour le jour. Puis, plus j'avancais, et plus je me rendais compte que les répercussions étaient importantes sur ce que je fais au quotidien, et ce, de plusieurs façons.

D'abord, je me ramène aux bases : pourquoi produit-on des états financiers? Quel est leur objectif? Ils visent à fournir aux investisseurs et aux fournisseurs de capitaux de l'information qui leur permettra d'orienter leurs décisions d'investissement. Plus je me penchais sur la question de la durabilité, et plus je me rendais compte que les investisseurs veulent des informations sur la durabilité, les risques climatiques et les risques sociaux. Et ce sont ces mêmes personnes qui lisent les états financiers sur lesquels je travaille soit à titre d'auditeur, soit à titre d'expert-conseil, ou même dans mon rôle au Conseil des normes comptables.

Quand on s’y arrête, on se dit que si un investisseur se fie à ces informations, celles-ci se doivent d’être cohérentes avec le reste. Ce qui est dit dans les états financiers doit concorder avec ce qui est dit dans le rapport sur la durabilité. Si vous identifiez un risque climatique, ce que vous dites, c’est qu’il y a un risque pour l’entreprise. Et ce risque joue inmanquablement sur les états financiers. Parce que s’il y a un risque pour l’entreprise, il y a aussi un risque pour la performance. J’ai donc commencé à voir ce lien entre l’information financière traditionnelle – ce dans quoi je travaille, ce qui me passionne – et l’information sur la durabilité.

J’aime démontrer ce lien en m’appuyant sur un exemple vraiment facile à comprendre : les immobilisations corporelles. C’est un concept on ne peut plus élémentaire. Disons qu’une entreprise déclare qu’elle atteindra la carboneutralité d’ici 2040, c’est-à-dire dans 17 ans, mais qu’elle a des actifs à fortes émissions de carbone et que ses états financiers indiquent un amortissement sur 40 ans attendu 40 années de vie utile restantes. Je commence à me dire qu’il y a forcément quelque chose qui cloche. Soit elle n’atteindra pas sa cible de carboneutralité d’ici 2040, soit il ne reste que 17 ans ou moins aux actifs, et non 40 ans.

Donc pour un investisseur ou un utilisateur de cette information, si les choses ne concordent pas, s’il y a des incohérences entre les différents documents, c’est un signal d’alarme. Les estimations, les interprétations et les écritures comptables commencent à être touchées. C’est de cette façon que je vois mon évolution en tant que CPA : je faisais d’abord mon travail sans trop y penser, mais une fois que j’ai pris conscience de ces enjeux et de leur lien avec ce que je faisais, il m’est apparu évident que ça concordait parfaitement avec l’une des compétences de base d’un CPA, soit celle relative à l’information financière.

Neil Morrison : Les auditeurs ont-ils commencé à évaluer la cohérence entre les états financiers et le rapport sur la durabilité, à vraiment comparer ces deux documents côte à côte pour voir s’ils disent la même chose?

Armand Capisciolto : J’ai l’impression que les auditeurs n’en sont qu’au début de la transition. Il y a des entreprises qui décident de publier des informations à ce sujet, mais ce n’est pas le cas de toutes. Les entreprises n’avaient pas eu à y penser jusqu’ici, mais c’est en train de changer. Elles devront le faire à l’avenir. Comme je l’ai dit, si une entreprise affirme quelque chose sur son site Web, mais que ça ne concorde pas avec ce qui se trouve dans ses états financiers, je m’attends à ce que l’auditeur relève l’incohérence.

Puis regardons du côté des autorités de réglementation des valeurs mobilières. Je pense que c’est la Securities and Exchange Commission des États-Unis qui a publié un modèle de lettre à l’intention des émetteurs américains. Les questions qu’elle contient portent toutes sur le risque climatique et sur différents autres sujets de cet ordre. Mais aucune ne porte expressément sur les états

financiers. Il y est question d'incohérences entre le site Web et les documents réglementaires, ou bien de risques identifiés dont l'impact sur l'entreprise n'est pas expliqué.

Donc, en tant qu'auditeur faisant preuve d'un esprit critique, je constate que l'on pose des questions sur le contenu du site Web, sur les risques, donc, vraiment, sur la cohérence entre ces déclarations et les états financiers. Je pense donc que les entreprises et les auditeurs doivent commencer à regarder les choses en parallèle et à en évaluer la cohérence. Et tout manque de cohérence, je le répète, est un signal d'alarme pour les investisseurs, les organismes de réglementation et les auditeurs, et peut appeler un examen plus approfondi.

Neil Morrison : Si nous allons au-delà des états financiers, pourquoi les CPA sont-ils les mieux placés pour accomplir cette tâche? Ne devrait-elle pas revenir, par exemple, aux titulaires d'un MBA?

Armand Capisciolto : C'est une excellente question, à laquelle je répondrais a priori que les CPA excellent dans tout, alors pourquoi pas? Maintenant, la réponse sérieuse, qui n'est que ma vision des choses... ça vient de mon expérience en présentation d'information financière, en normalisation, et je me demande, pourquoi avons-nous des normes? Pourquoi avons-nous des états financiers? Il s'agit généralement de fournir de l'information aux fournisseurs de capitaux pour qu'ils puissent décider d'investir ou non dans une entreprise, de prendre ou non une participation dans une entreprise, ou de prêter ou non à une entreprise.

Les investisseurs examinent maintenant des informations qui se trouvent ailleurs que dans des états financiers, plus particulièrement dans des rapports sur la durabilité, mais je considère que ces informations ne sont pas très différentes des états financiers. Qu'apportons-nous aux états financiers en tant que CPA? Nous apportons de la crédibilité aux informations qu'ils renferment. L'application des normes comptables dans les états financiers rend l'information financière plus crédible, puis l'expression d'une assurance par un auditeur apporte une couche supplémentaire de crédibilité.

Donc, quand je pense à cette compétence de base des CPA, qui consiste à donner de la crédibilité à l'information, en particulier à l'information utilisée par les fournisseurs de capitaux, et au fait que ces derniers prennent maintenant des décisions d'investissement basées sur des informations sur la durabilité, ou du moins en partie, j'y vois une correspondance parfaite avec nos compétences de base. Les comptables ajouteront de la crédibilité à l'information sur laquelle s'appuient les investisseurs en appliquant les normes avec rigueur. Des normes sont en train d'être établies, les organismes de réglementation mettent en place des règles, et en fin de compte une assurance sera fournie à l'égard de ces informations.

Neil Morrison : Vous montrez bien la valeur qu’apporte le CPA par rapport au titulaire d’un diplôme non professionnel, par exemple un MBA. Mais si nous nous intéressons plus particulièrement à l’établissement des normes d’information sur la durabilité et à la conformité à celles-ci, pourquoi serait-ce du ressort des CPA plutôt que des scientifiques de l’environnement, par exemple?

Armand Capisciolto : À mon sens, ils ont un rôle à jouer. Ici encore, laissez-moi faire une analogie avec la préparation des états financiers. Lorsque nous préparons et auditons des états financiers, nous nous fions à des experts pour diverses questions. Les entreprises ont des régimes de retraite. Nous faisons appel à des actuaires pour faire les calculs. Des experts en évaluation d’entreprises nous aident à déterminer la juste valeur.

Ce dans quoi je vois les CPA exceller, c’est dans la mobilisation de diverses expertises et dans la compréhension de ce que veulent les fournisseurs de capitaux. C’est la même chose pour l’information sur la durabilité : nous réunissons les gens et saisissons les attentes des investisseurs. En ce qui concerne les informations à fournir, les émissions de GES viennent en tête de liste. Ces calculs ne sont probablement pas faits par un comptable. Nous faisons appel à des gens qui savent en faire l’audit. Notre rôle consiste ensuite à faire le lien entre les différentes informations à communiquer aux investisseurs et à assurer leur cohérence.

Neil Morrison : Je constate avec intérêt qu’essentiellement, vous n’y voyez pas un virage à 180 degrés, mais plutôt un changement à la profession; un grand changement certes, mais un changement qui s’inscrit dans le prolongement de la mission première des CPA.

Armand Capisciolto : Je pense que c’est un grand changement, oui, mais pas une grande transition.

Neil Morrison : Dites-m’en plus.

Armand Capisciolto : Là où ça changera, c’est du côté de la réglementation, des normes; il y aura une obligation d’information, une information cohérente. Il y aura donc un plus grand nombre d’entreprises qui communiqueront ces informations. Il s’agit d’un changement important, en ce sens que nous pensons à ce dont les entreprises ont besoin pour fournir des informations aux diverses parties prenantes. Je reviens toujours aux fournisseurs de capitaux, parce que je travaille dans ce domaine. Voilà donc le changement. Le grand changement est la nouvelle demande d’information, qui diffère de ce qu’on trouve dans les états financiers. C’est un changement.

Pour utiliser, préparer et auditer ces informations, il nous faudra, oui, acquérir des compétences différentes, appliquer nos compétences de façon différente ou faire appel à des experts différents,

mais ce n'est pas si différent de la préparation et de l'audit des états financiers. Je sais qu'en m'entendant, certaines personnes vont se dire que je ne donne pas la pleine mesure du changement. Mais on n'est pas si loin des compétences fondamentales. Oui, c'est très différent au niveau de certaines connaissances, mais du point de vue des compétences fondamentales, à mes yeux, ça correspond tout à fait à ce que nous faisons en tant que CPA.

Neil Morrison : Vous parlez souvent de ce sujet dans différents colloques. Vous l'avez fait pour CPA Canada. Comment les participants accueillent-ils votre point de vue?

Armand Capisciolto : En toute franchise, les réactions ont été partagées. À mon avis, quand il est question de durabilité et, plus particulièrement, de certains enjeux climatiques et sociaux connexes, il est malheureux de voir la politique s'en mêler, parfois. Je rencontre donc une certaine résistance. Je vous avouerais...

Neil Morrison : ... Qu'entendez-vous par le fait que la politique s'en mêle?

Armand Capisciolto : Eh bien, les gens ont des points de vue différents, et je pense que leurs idéologies politiques déteignent sur ce qu'ils pensent de sujets comme les changements climatiques, en dépit de ce qu'en disent les scientifiques. C'est pourquoi je me ramène vraiment au point de vue financier de la chose. Quand je m'adresse aux comptables, je leur dis que nous faisons simplement notre travail, c'est-à-dire donner de la crédibilité à l'information et fournir une assurance à l'égard de l'information que les investisseurs veulent, soit dit en passant. Si les investisseurs n'obtiennent pas cette information, quelle que soit notre opinion sur la question, il se peut que l'entreprise, ou notre entreprise, ne soit pas en mesure de mobiliser les fonds qu'elle veut mobiliser ou de faire des affaires avec les entreprises avec lesquelles elle veut faire des affaires.

Alors, mettons de côté nos opinions politiques et regardons les choses strictement du point de vue économique. Les investisseurs demandent cette information, et comme comptables, nous devons en prendre acte. Il ne s'agit pas de se demander si on doit ou non aborder la question. Ce n'est pas un choix pour de nombreuses raisons, à mon avis. Dans une perspective purement comptable, si les investisseurs demandent cette information, les entreprises doivent la leur fournir. Comme CPA, nous travaillons dans le domaine de l'information; nous devrions donc avoir un rôle à jouer. Quand je rencontre de la résistance, je me concentre sur les aspects économiques : c'est ce que demandent les investisseurs, et le fait pour une entreprise de répondre ou non aux risques influence sa performance.

Neil Morrison : Vos arguments me semblent convaincants. Lors de notre dernier épisode, nous avons eu une discussion plus philosophique avec Guy Cormier, et aujourd'hui on revient à la base du travail des CPA. C'est très intéressant. Réussissez-vous à rassurer les gens? Arrivez-vous à

surmonter leurs réticences, que celles-ci soient motivées par des raisons politiques ou même simplement par le fait de se sentir dépassés par cette évolution prochaine?

Armand Capisciolto : Je crois bien, oui. Et puis l'autre chose qui fait grincer des dents, c'est le coût. Ça va coûter cher à mettre en place. Comment gérer cet aspect? Mais un point qui ressort des discussions et que je trouve positif, c'est que ce n'est pas un coût, mais bien un investissement. Revenons à la dernière conversation que vous avez eue avec, je crois, le président et chef de la direction du Mouvement Desjardins. Si les institutions financières considèrent qu'il s'agit maintenant d'un aspect essentiel de la conduite des affaires, les entreprises à la recherche de financement doivent s'y mettre. Si une entreprise n'obtient pas ce financement, qu'advient-elle? Si elle veut vendre son produit à des clients, mais que ceux-ci se détournent d'elle parce qu'elle ne fait pas ce qu'ils croient être la bonne chose à faire, les revenus ne seront pas au rendez-vous, et l'entreprise ne fera pas long feu.

Je pense que quand il est question de durabilité, beaucoup de gens mettent l'accent sur la planète et la société. Il est vrai que c'est l'aspect le plus important. Mais en ce qui concerne les questions comptables et d'audit, j'insiste davantage sur la durabilité du point de vue de l'entreprise. Encore ici, si nous faisons ressortir que la durabilité de l'entreprise va de pair avec la durabilité de la planète, l'importance de cette question devient une évidence.

Neil Morrison : Armand, j'ai vraiment aimé notre conversation. Merci beaucoup.

Armand Capisciolto : Merci à vous.

Neil Morrison : Armand Capisciolto est associé national, Normes comptables, à BDO Canada et président par intérim du Conseil des normes comptables. Alors que M. Capisciolto encourageait les CPA à voir la durabilité comme un simple élément constitutif de la profession comptable, le prochain balado mettra en vedette un véritable porte-étendard de l'intégration de la durabilité à notre pratique. Roopa Davé est associée, Développement durable, à KPMG.

Roopa Davé : Je me réjouis de voir les CPA avoir le potentiel d'influer sur des questions comme les changements climatiques, qui sont d'envergure mondiale et qui ont des répercussions importantes sur la société. Nous avons la capacité d'ajouter une dimension civique à notre travail au quotidien.

Neil Morrison : C'était Roopa Davé, associée, Développement durable, à KPMG, qui sera l'invitée de notre prochain épisode. Si vous aimez notre balado, donnez-lui cinq étoiles, abonnez-vous, suivez-nous et faites-le circuler. Vous nous aiderez ainsi à nous faire connaître.



Voir demain est un balado réalisé par CPA Canada. Pour en savoir plus, cliquez sur le lien dans les notes du balado. Veuillez noter que les points de vue exprimés ici sont ceux des invités et ne reflètent pas nécessairement ceux de CPA Canada. Ici Neil Morrison. Merci d'avoir été des nôtres.

Avertissement : Les opinions et les points de vue exprimés dans cette série de balados sont ceux de l'invité et ne représentent pas nécessairement ceux de CPA Canada.